

(Commentaire émis à la suite du Manifeste des citoyens-mangeurs du Québec)

Message qui sera expédié Comme l'alimentation et l'agriculture comportent des enjeux sociaux et humains collectifs, prioritaires et fondamentaux, qui demandent que le gouvernement agisse prioritairement,
Nous déclarons que nous ne voulons pas :

Manger d'OGM

Manger d'aliments contenant des résidus de pesticides;

Manger d'aliments contenant d'antibiotiques

Manger d'aliments contenant des hormones

Manger d'aliment irradiés

Que santé Canada détermine pour nous, sur la base de démonstrations faites par l'industrie, les seuils acceptables de pesticides et autres poisons pouvant se trouver sur ou dans nos aliments.

Nous déclarons que nous voulons :

Manger des aliments qui ont été cultivés et élevés dans le plus strict respect de l'environnement (biologiques et locaux);

Manger des aliments qui soient issus de circuits courts et solidaires de mise en marché afin de retrouver notre capacité d'agir dans le système alimentaire;

S'ils sont issus de circuits longs de mise en marché (supermarchés) nous voulons manger des aliments clairement identifiés :

Provenance;

Modes de production (bio)

Modes de préparation (synthétique ou non);

Ingrédients;

OGM (obligatoire);

Contexte organisationnel dans lequel ils ont été préparés (entreprise coopérative);

D'ailleurs, nous demandons au gouvernement qu'il impose un minimum ambitieux de vente d'aliments du Québec dans les grandes chaînes ou qu'il soutienne les efforts civils qui auraient pour effet d'identifier les commerces alimentaires les plus méritants à l'égard de leurs approvisionnements alimentaires;

Nous demandons à l'État de favoriser et de soutenir les systèmes alimentaires courts, sains et solidaires des citoyens agriculteurs du Québec. Aussi, nous demandons à l'État de soutenir les citoyens-mangeurs qui se tournent déjà et se tourneront vers de tels systèmes alimentaires;

Nous demandons aussi à l'État de soutenir clairement les producteurs et productrices agricoles qui approvisionnent en produits bio et locaux, régionaux et québécois, les citoyens du Québec et de délaissier ainsi sa stratégie de « conquête de marché » pour adopter celle de la souveraineté et de l'autonomie alimentaire. À cet égard, nous demandons à l'État québécois de militer farouchement auprès du gouvernement fédéral afin qu'il défende la gestion de l'offre comme moyen concret et très efficace d'atteindre la souveraineté alimentaire;

Nous suggérons à l'État d'étendre sa politique du « pollueur-payeur » au cas de l'utilisation des pesticides utilisés en agriculture de manière à soutenir, à même de nouveaux revenus ainsi obtenus (taxes sur les ventes de pesticides), les agriculteurs qui n'en utilisent pas (bio).
Et nous nous engageons à :

Favoriser les aliments bio et locaux;

Privilégier davantage de produits de base (fruits et légumes frais, ou faiblement transformés, céréales et légumineuses, viandes du Québec, etc.) et donc à cuisiner davantage;

Militer dans nos institutions publiques et para-publiques (CPE, écoles, hôpitaux) et auprès de nos élus, afin que des aliments du Québec, préférablement bio, y soient servis à nos adultes de demain;

Soutenir les revendications de ces institutions afin qu'elles puissent, sur les plan budgétaires et opérationnel, faire de tels choix;

Privilégier les moyens d'approvisionnement qui sont plus solidaires des agriculteurs du Québec (ASC, CPEs locaux-bio, écoles bio-locales, marchés publics, coopératives de solidarité, coopérative d'alimentation);

Accorder une place plus importante à l'alimentation, dans nos dépenses

Jean Ruest